Note: Cette traduction a été établie par le Greffe à des fins internes et n'a aucun caractère officiel

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

AFFAIRE DE LA SENTENCE ARBITRALE DU 3 OCTOBRE 1899

(GUYANA c. VENEZUELA)

**DEMANDE EN INDICATION DE MESURES CONSERVATOIRES
DE LA RÉPUBLIQUE COOPÉRATIVE DU GUYANA**

6 mars 2025

[Traduction du Greffe]

**DEMANDE EN INDICATION DE MESURES CONSERVATOIRES
DE LA RÉPUBLIQUE COOPÉRATIVE DU GUYANA**

1. Se référant à l'article 41 du Statut de la Cour et aux articles 73, 74 et 76 du Règlement, la République coopérative du Guyana (ci-après, le « Guyana ») prie la Cour d'indiquer des mesures conservatoires à l'intention de la République bolivarienne du Venezuela (ci-après, le « Venezuela »), comme précisé ci-après. Les raisons qui les sous-tendent, notamment l'urgence, sont exposées dans la présente demande.

A. Événements à l'origine de la présente demande

2. La présente demande est soumise en réponse à l'annonce par laquelle le Venezuela a indiqué s'approprier à tenir des élections *dans le territoire souverain du Guyana*, territoire qu'il cherche à annexer en violation de l'ordonnance de la Cour du 1^{er} décembre 2023 et des normes fondamentales du droit international. Ces élections doivent avoir lieu le 25 mai 2025, et les préparatifs seraient d'ores et déjà en cours. Des mesures conservatoires sont requises de toute urgence afin d'empêcher le Venezuela de mettre en œuvre des activités préélectorales et de conduire des élections *dans le territoire du Guyana* et, ce faisant, de causer un préjudice irréparable aux droits de ce dernier qui sont en question dans la présente instance.

3. Le territoire en cause est la région guyanienne de l'Essequibo, qui représente plus des deux tiers du territoire terrestre du Guyana et a été attribuée à ce dernier (alors connu sous le nom de Guyane britannique) dans la sentence arbitrale du 3 octobre 1899, dont la validité est l'objet de la présente affaire. La Cour a désigné ce territoire par l'expression « territoire en litige »¹.

4. Le 1^{er} décembre 2023, la Cour a, en réponse à la demande en indication de mesures conservatoires présentée par le Guyana le 30 octobre de la même année, ordonné ce qui suit :

« 1) À l'unanimité,

Dans l'attente d'une décision définitive en l'affaire, la République bolivarienne du Venezuela doit s'abstenir d'entreprendre toute action qui modifierait la situation prévalant dans le territoire en litige, à savoir que celui-ci est administré et contrôlé par la République coopérative du Guyana ;

2) À l'unanimité,

Les deux Parties doivent s'abstenir de tout acte qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le différend dont la Cour est saisie ou d'en rendre le règlement plus difficile. »²

5. Dans les motifs sous-tendant l'indication de ces mesures conservatoires, la Cour a souligné qu'elle

« observ[ait] que la situation prévalant dans le territoire en litige [était] que celui-ci [était] administré et contrôlé par le Guyana. Elle considère que, dans l'attente de la

¹ Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (*Guyana c. Venezuela*), mesures conservatoires, ordonnance du 1^{er} décembre 2023, C.I.J. Recueil 2023 (II), p. 666-668, par. 36-37, 41, 45.

² *Ibid.*, p. 668, dispositif (par. 45).

décision définitive qu'elle rendra en l'affaire, le Venezuela doit s'abstenir d'entreprendre toute action qui modifierait cette situation. »³

6. Ne faisant manifestement aucun cas de l'ordonnance de la Cour, le Venezuela a, le 3 avril 2024, adopté un décret visant à annexer la région guyanienne de l'Essequibo, en la rebaptisant « État de la Guayana Esequiba », et à l'incorporer de telle sorte qu'elle fasse partie intégrante du territoire vénézuélien⁴. Ce décret faisait suite à un ensemble d'actes officiels que le Venezuela a accomplis à partir de décembre 2023, ainsi que cela est exposé ci-après, par lesquels il a posé les fondements législatifs et administratifs lui permettant de confisquer le territoire et d'y exercer son contrôle. Le Guyana s'est opposé à ces actes, mais ses protestations sont restées vaines.

7. C'est ainsi que, le 7 janvier 2025, le président Nicolás Maduro a annoncé que le Venezuela tiendrait des élections dans la « Guayana Esequiba » lors desquelles la « population de la Guayana Esequiba » — c'est-à-dire les *Guyaniens* qui vivent dans la région de l'Essequibo — élirait le « gouverneur de l'État de la Guayana Esequiba ». Le président Maduro a tenu les propos suivants : « L'élection des gouverneurs et conseils législatifs des 24 gouvernorats, parce que nous allons aussi élire le gouverneur de la Guayana Esequiba. L'État de la Guayana Esequiba. Le premier gouverneur élu. *Élu par la population de la Guayana Esequiba.* »⁵

8. Le 27 janvier 2025, le président du Conseil national électoral du Venezuela, Elvis Amoroso, a annoncé que les élections prévues se tiendraient le 27 avril 2025⁶. Le 5 février 2025, le président Maduro a fait une nouvelle déclaration publique dans laquelle il a réaffirmé l'intention du Venezuela d'organiser des élections dans la « Guayana Esequiba » : « Nous tiendrons des élections dans 24 États, et pour la première fois, nous élirons un gouverneur pour l'État de la Guayana Esequiba, ainsi que son conseil législatif et ses députés. »⁷

9. Le 19 février 2025, le président du Conseil national électoral du Venezuela, M. Amoroso, a annoncé que la date des élections avait été reportée de quatre semaines, soit au 25 mai 2025⁸.

³ *Ibid.*, p. 667, par. 41.

⁴ Asamblea Nacional Poder Legislativo, República Bolivariana de Venezuela, « Poder Legislativo sanciona Ley Orgánica para la Defensa del Esequibo », (accessible à l'adresse suivante : <https://www.asambleanacional.gob.ve/noticias/poder-legislativo-sanciona-ley-organica-para-la-defensa-del-essequibo>) (consulté le 5 mars 2025) ; Asamblea Nacional, @Asamblea_Ven, « #21Mar || Queda aprobado por Unanimidad el Proyecto de Ley Orgánica para la Defensa de la Guayana Esequiba. », X, 21 mars 2024 (consulté le 5 mars 2025) (accessible à l'adresse suivante : https://x.com/asamblea_ven/status/1770880327424106558?s=48). Ce texte est entré en vigueur le 3 avril 2024.

⁵ Traduction anglaise établie par le Guyana (les italiques sont de nous). (Le texte original en espagnol se lit comme suit : « La elección de Gobernaciones y Consejo legislativo de las 24 gobernaciones, porque vamos a elegir al gobernador de la Guayana Esequiba también. El estado de la Guayana Esequiba. Primer gobernador electo. Por el voto del pueblo de la Guayana Esequiba. », 7 janvier 2025 (consulté le 5 mars 2025) (accessible à l'adresse suivante : <https://www.instagram.com/reel/DEgaCMIolxI/?igsh=dnA2MHcwjNpMzYx>).

⁶ Voir Gobierno Bolivario de Venezuela, « CNE convoca elecciones de gobernadores, disputados y legisladores para el próximo 27-A, 27.01.2025 » (consulté le 5 mars 2025) (accessible à l'adresse suivante : https://presidencia.gob.ve/Site/Web/Principal/paginas/classMostrarEvento3.php?id_evento=29530).

⁷ Venezolana de Televisión, « Jefe de Estado: El 27-A vamos a elegir un gobernador para la Guayana Esequiba », 5 de febrero de 2025 (consulté le 5 mars 2025) (accessible à l'adresse suivante : <https://www.vtv.gob.ve/27a-elecciones-gobernador-guayana-essequiba/>).

⁸ Orinoco Tribune, « Venezuela: April 27 Parliamentary and Governorship Elections Postponed Until May 25 », 20 February 2025 (consulté le 5 mars 2025) (accessible à l'adresse suivante : <https://orinocotribune.com/venezuela-april-27-parliamentary-and-governorship-elections-postponed-until-may-25/>).

10. Pour être en mesure de conduire des élections dans la région guyanienne de l'Essequibo à cette date, le Venezuela doit, à tout le moins, établir une liste des personnes résidant dans la région qui ont qualité pour voter, leur fournir des informations concernant l'organisation du scrutin, installer le matériel électoral requis, publier et diffuser les noms et fonctions des candidats et distribuer les bulletins de vote, autant d'activités qui doivent être accomplies dans le territoire guyanien bien avant le 25 mai 2025.

11. De tels préparatifs menés dans le territoire litigieux en vue de la tenue, dans « l'État de la Guayana Esequiba », d'élections vénézuéliennes devant permettre de désigner un gouverneur, un conseil législatif et des députés pour cet « État » constitueraient clairement un exercice manifeste, par le Venezuela, d'une souveraineté autoproclamée, en violation de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique du Guyana, ainsi que de l'ordonnance de la Cour du 1^{er} décembre 2023.

12. Compte tenu de ce qui précède, le Guyana prie respectueusement la Cour de programmer des audiences sur la présente demande à la date la plus rapprochée possible.

B. Contexte

13. En octobre 2023, le Venezuela a annoncé son intention d'organiser un « référendum consultatif » national lors duquel le peuple vénézuélien serait invité à approuver *i)* le rejet par le Venezuela de la « ligne frauduleusement imposée par la sentence arbitrale de Paris de 1899, qui vise à ... priver [le Venezuela] de [sa] Guayana Esequiba », *ii)* la « position historique du Venezuela, consistant à ne pas reconnaître la compétence de la Cour internationale de Justice pour résoudre le différend territorial sur la Guayana Esequiba » et *iii)* le projet du Venezuela de « création de l'État de la Guayana Esequiba », qui s'accompagnerait d'un « plan accéléré de prise en charge globale de la population actuelle et future de ce territoire, ... prévo[yan]t notamment l'octroi de la citoyenneté et de cartes d'identité vénézuéliennes » et « [l']incorpora[tion de] cet État sur la carte du territoire vénézuélien »⁹.

14. Le 30 octobre 2023, le Guyana a demandé que la Cour indique des mesures conservatoires, afin, notamment, d'empêcher le Venezuela de prendre, au titre du référendum, des mesures qui viseraient à modifier le statut de la région guyanienne de l'Essequibo ou de sa population, constituée de ressortissants guyaniens, ou à avoir toute autre incidence sur cette région ou cette population. La Cour a, le 1^{er} décembre 2023, adopté l'ordonnance citée ci-dessus.

15. En dépit des termes clairs, unanimes et univoques de l'ordonnance de la Cour, le Venezuela a immédiatement agi en violation de cette décision.

16. Le 3 décembre 2023, le Venezuela a tenu le « référendum consultatif » qui avait motivé la demande en indication de mesures conservatoires du Guyana et l'ordonnance rendue sur celle-ci. Deux jours plus tard, le 5 décembre 2023, le Gouvernement vénézuélien a fait différentes « annonces en vue de la protection et de la défense de la Guayana Esequiba ». Il a ainsi déclaré que le Venezuela entendait prendre les mesures suivantes :

« 1. Créer une haute commission chargée de la défense de la Guayana Esequiba...

⁹ Résolution du Conseil national électoral du Venezuela concernant le référendum devant se tenir le 3 décembre 2023 (20 octobre 2023), citée au paragraphe 15 de l'ordonnance de la Cour du 1^{er} décembre 2023.

2. Engager un débat à l'Assemblée nationale au sujet de la loi organique relative à la défense de la Guayana Esequiba. Cet instrument juridique, une fois examiné et entériné, autorisera la création de [l'État vénézuélien de] la Guayana Esequiba et l'application des décisions approuvées par le peuple lors du référendum consultatif.
3. Créer la zone de défense intégrale de la Guayana Esequiba. Elle sera composée de trois zones et vingt-huit secteurs de développement intégral, relevant militairement et administrativement de la région de défense intégrale de la Guayana.
4. Désigner provisoirement, en attendant l'approbation de la loi organique relative à la défense de la Guayana Esequiba, Alexis Rodríguez Cabello comme seule autorité de la Guayana Esequiba, dont le siège politique et administratif sera établi à Temeremo.
5. Autoriser Petróleos de Venezuela et la Société vénézuélienne de Guayana à créer les divisions PDVSA Esequibo et CVG Esequibo. De même, le président Nicolás Maduro accordera des permis d'exploration et d'exploitation du pétrole, du gaz et des minéraux.
6. La nouvelle carte du Venezuela devra être publiée et transmise à tous les établissements scolaires primaires et secondaires et à toutes les institutions universitaires du pays. À cet égard, il est demandé aux conseils municipaux, aux comités locaux d'achat et de production et à l'armée vénézuélienne de participer à la distribution de la nouvelle carte du Venezuela auprès des communautés.
7. Activer un plan d'aide sociale pour la population de la Guayana Esequiba et mettre en œuvre un recensement, avec délivrance de cartes d'identité à ses habitants. À cette fin, un bureau du service administratif chargé de l'état civil, de la migration et des affaires étrangères (Saime) sera établi à Temeremo.
8. Instituer une règle interdisant la conclusion d'accords avec les entreprises qui exercent des activités dans les concessions unilatérales accordées par le Guyana dans la mer à délimiter, ou qui collaborent à de telles activités.
9. Approuver une loi spéciale portant création de zones de protection de l'environnement et de nouveaux parcs nationaux dans la Guayana Esequiba. »¹⁰

17. Le 8 décembre 2023, le président Maduro a signé six décrets présidentiels ayant notamment pour objet *i)* de créer une nouvelle « zone de défense globale » dans le territoire litigieux (« ZODI-Guayana Esequiba ») ; *ii)* de désigner M. Alexis Rodríguez Cabello en tant que « seul » représentant de l'autorité dans ce territoire ; *iii)* d'autoriser les entreprises d'État PDVSA et CVG à octroyer des concessions pour l'exploitation du pétrole et des minéraux, respectivement, dans ce territoire ; *iv)* d'ordonner l'incorporation du territoire sur les cartes officielles du Venezuela ; *v)* d'établir des zones de protection de l'environnement et des parcs nationaux dans le territoire ; et

¹⁰ Ministerio del Poder Popular para el Ecosocialismo, « Anuncios para la protección y defensa de la Guayana Esequiba », accessible à l'adresse suivante : <http://www.minec.gob.ve/anuncios-para-la-proteccion-y-defensa-de-la-guayana-essequiba> (traduction anglaise de l'extrait établie par le Guyana) (consulté le 4 mars 2025) ; voir aussi Asamblea Nacional, República Bolivariana de Venezuela, « AN debatirá este miércoles Ley Orgánica para la Defensa de la Guayana Esequiba, 05/12/2023 » (consulté le 5 mars 2025), accessible à l'adresse suivante : <https://www.asambleanacional.gob.ve/noticias/an-debatira-este-miercoles-ley-organica-para-la-defensa-de-la-guayana-essequiba> ; Ministerio del Poder Popular para Ciencia y Tecnología, « Presidente Maduro anuncia plan de acción para la defensa del territorio Esequibo », accessible à l'adresse suivante : <https://mincyt.gob.ve/presidente-maduro-anuncia-plan-accion-defensa-territorio-essequibo/> (consulté le 5 mars 2025).

vi) de créer la « haute commission chargée de la défense et de la restitution de la Guayana Esequiba »¹¹.

18. Le 21 mars 2024, l'Assemblée nationale vénézuélienne a approuvé la loi organique relative à la défense de la Guayana Esequiba¹². Cette loi, qui est entrée en vigueur le 3 avril 2024¹³, était censée :

- convertir le territoire litigieux en un nouvel État du Venezuela¹⁴ ;
- établir les pouvoirs exécutif et législatif du nouvel État¹⁵, ainsi qu'un bureau du contrôleur¹⁶ ;
- conférer aux tribunaux vénézuéliens compétence sur le territoire¹⁷ ;
- prescrire au président du Venezuela de « mettre en œuvre un plan spécial de protection et de développement au profit de la population actuelle et future » du territoire¹⁸ ;

¹¹ Voir Prensa Presidencial, « Seis decretos para la protección y defensa de la Guayana Esequiba, Dic. 8, 2023 » (consulté le 5 mars 2025) (accessible à l'adresse suivante : <https://prensapresidencialvenezuela.gob.ve/index.php/08/12/2023/en-claves-seis-decretos-para-la-proteccion-y-defensa-de-la-guayana-essequiba/>). Voir aussi Delcy Rodríguez, @delcyrodriguezv, X, 9 décembre 2023 (consulté le 5 mars 2025) (accessible à l'adresse suivante : <https://x.com/delcyrodriguezv/status/1733312835453603868>)

(« Aujourd'hui, le président @NicolasMaduro a signé un ensemble de décrets dans le cadre du plan d'action concernant la défense et la protection du nouvel État du Venezuela, notre Guayana Esequiba », traduit à partir de la traduction anglaise, établie par le Guyana, du texte original en espagnol qui se lit comme suit : « Hoy el Pdte. @NicolasMaduro firmó una serie de decretos en el marco del Plan de Acción para la defensa y protección del nuevo estado de Venezuela, nuestra Guayana Esequiba ») ;

Ministerio del Poder Popular para Ciencia y Tecnología, Gobierno Bolivariano de Venezuela, « Presidente Nicolás Maduro firma decretos del Plan de Acción en defensa de la Guayana Esequiba » (8 décembre 2023, consulté le 5 mars 2025) (accessible à l'adresse suivante : <https://mincyt.gob.ve/presidente-nicolas-maduro-firma-decretos-plan-defensa-guayana-essequiba/>) (« Le président Nicolás Maduro signe des décrets dans le cadre du plan d'action concernant la défense de la Essequiba Guiana », traduit à partir de la traduction anglaise du texte original en espagnol établie par le Guyana).

¹² Asamblea Nacional Poder Legislativo, República Bolivariana de Venezuela, « Poder Legislativo sanciona Ley Orgánica para la Defensa del Esequibo, 21/03/2024 » (consulté le 5 mars 2025) (accessible à l'adresse suivante : <https://www.asambleanacional.gob.ve/noticias/poder-legislativo-sanciona-ley-organica-para-la-defensa-del-essequibo>) ; Asamblea Nacional, @Asamblea_Ven, « #21Mar || Queda aprobado por Unanimidad el Proyecto de Ley Orgánica para la Defensa de la Guayana Esequiba. », X, 21 mars 2024 (consulté le 5 mars 2025) (accessible à l'adresse suivante : https://x.com/asamblea_ven/status/1770880327424106558?s=48).

¹³ Voir Official Gazette of the Bolivarian Republic of Venezuela, Extraordinary No. 6.798, Organic Law for the Defence of the Guayana Esequiba (3 April 2024), première disposition transitoire (réplique du Guyana, vol. III, annexe 1) (accessible en espagnol à l'adresse suivante : http://spgoin.imprentanacional.gob.ve/cgi-win/be_alex.cgi?Documento=T028700045985/0&Nombred=spgoin&CodAsocDoc=3557&t04=1&t05=png&Sesion=904168023) (consulté le 3 mars 2025). Voir aussi Nicolás Maduro, @NicolasMaduro, « Con mucho orgullo, amor y compromiso firmé y promulgué esta Ley Orgánica vinculante y obligante que ha aprobado la Asamblea Nacional, ha valido la pena rescatar el sueño de las libertadoras y los libertadores, de luchar por nuestra tierra y nuestros derechos. Más temprano que tarde, recuperaremos los derechos de Venezuela sobre la Guayana Esequiba. ¡Así lo juro y así será! », X, 4 avril 2024 (consulté le 5 mars 2025) (accessible à l'adresse suivante : <https://x.com/nicolasmaduro/status/1775686454863176164?s=48>) (« C'est avec beaucoup de fierté, d'amour et de détermination que j'ai signé et promulgué cette loi organique contraignante et obligatoire approuvée par l'Assemblée nationale. Cela valait la peine de sauver le rêve des libérateurs, de se battre pour notre patrie et pour nos droits. Le Venezuela retrouvera bientôt ses droits sur la Guayana Esequiba. Je vous le promets et il en sera ainsi ! », traduit à partir de la traduction anglaise établie par le Guyana).

¹⁴ Loi organique relative à la défense de la Guayana Esequiba, art. [9].

¹⁵ *Ibid.*, art. 11 et 12, première et deuxième dispositions transitoires.

¹⁶ *Ibid.*, art. 13.

¹⁷ *Ibid.*, art. 16.

¹⁸ *Ibid.*, art. 29.

- imposer que toutes les cartes du Venezuela représentent le territoire comme faisant partie intégrante de cet État, et interdire la publication de celles qui ne répondraient pas à cette exigence¹⁹ ;
- autoriser le président à « adopter les mesures réciproques nécessaires, conformément au droit international, pour garantir les droits [du Venezuela] sur » le territoire²⁰ ; et
- établir le « devoir » de tous les Vénézuéliens de « préserver, de protéger et de faire valoir [la] souveraineté [du Venezuela] sur le territoire de la Guayana Esequiba »²¹.

19. Ainsi que le Guyana l'a exposé dans sa réplique sur le fond datée du 9 décembre 2024²², ces actes du Venezuela constituent des violations flagrantes de l'ordonnance de la Cour du 1^{er} décembre 2023. Ils ont suscité la réprobation du secrétaire général de l'Organisation des États américains, de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et d'États tels que le Belize, les Bahamas, le Canada, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis²³. Le 15 avril 2024, le Conseil de sécurité a exprimé sa « préoccupation quant à une escalade possible des tensions entre le Venezuela et le Guyana », rappelant aux parties leur « obligation de se conformer » à l'ordonnance en indication de mesures conservatoires de 2023²⁴.

20. Nonobstant la condamnation générale et la déclaration du Conseil de sécurité, le Venezuela a, en août 2024, annoncé qu'il progressait dans la mise en œuvre d'« un processus d'affirmation de souveraineté sur le territoire litigieux »²⁵.

21. Les élections envisagées dans l'« État de la Guayana Esequiba » doivent permettre au Venezuela de poursuivre et de renforcer les différentes mesures qu'il a prises depuis l'ordonnance du 1^{er} décembre 2023, par lesquelles il prétend incorporer formellement la région guyanienne de l'Essequibo à son territoire et cherche à étendre à cette région — et à y exercer — son autorité exécutive, législative et judiciaire. La préparation et la conduite d'élections dans cette région constitueraient une nouvelle étape dans l'annexion de plus des deux tiers du territoire guyanien à laquelle le Venezuela entend procéder, recourant cette fois à une ingérence directe dans l'administration et le contrôle du territoire. Ce serait là une nouvelle violation manifeste de l'ordonnance de la Cour.

22. À la lumière de ces circonstances nouvelles et de la menace tout à fait réelle que représentent les mesures que le Venezuela prévoit de prendre de manière imminente dans le territoire litigieux pour permettre la tenue du scrutin envisagé, le Guyana prie la Cour d'indiquer de toute urgence des mesures conservatoires, telles que précisées dans la section F ci-dessous.

¹⁹ *Ibid.*, art. 23.

²⁰ *Ibid.*, art. 27.

²¹ *Ibid.*, art. 8.

²² Voir réplique du Guyana, vol. I, par. 5.15.

²³ *Ibid.*, par. 5.4-5.5.

²⁴ UNSC, Security Council Press Statement on Guyana–Venezuela Situation, SC/15665, 15 April 2024 (consulté le 5 mars 2025) (accessible à l'adresse suivante : <https://press.un.org/en/2024/sc15665.doc.htm>).

²⁵ « Presidential Elections 2024: Nicolás Maduro won, the defender of the historical rights over Guayana Esequiba », August 2, 2024 (consulté le 5 mars 2025) (accessible à l'adresse suivante : <https://comisionesequibo.gob.ve/?p=8023&lang=en>).

C. Compétence *prima facie*

23. La Cour a déjà estimé, à deux reprises, qu'elle avait compétence pour se prononcer à la fois sur la validité de la sentence arbitrale de 1899 et sur la question connexe du règlement définitif du différend concernant la frontière terrestre entre le Guyana et le Venezuela. Ainsi qu'elle l'a expliqué dans son ordonnance du 1^{er} décembre 2023,

« [e]n la présente espèce, la Cour a déjà conclu, dans son arrêt de 2020, qu'elle avait compétence pour connaître de la requête déposée par le Guyana le 29 mars 2018 dans la mesure où celle-ci se rapportait à la validité de la sentence de 1899 et à la question connexe du règlement définitif du différend concernant la frontière terrestre entre le Guyana et le Venezuela (voir le paragraphe 5 ci-dessus). Elle rappelle en outre que, dans son arrêt de 2023 (voir le paragraphe 6 ci-dessus), elle a jugé qu'elle pouvait statuer sur le fond des demandes du Guyana, dans la mesure où celles-ci entraient dans le champ du point 1 du dispositif de l'arrêt de 2020. »²⁶

24. Il ne fait, en conséquence, aucun doute que la Cour a compétence *prima facie* pour indiquer les mesures conservatoires sollicitées par le Guyana.

D. Droits dont la protection est recherchée et lien entre ces droits et les mesures demandées

25. Le Guyana cherche à voir protéger ses droits sur le territoire qui lui a été attribué par la sentence arbitrale de 1899, en attendant que la Cour se prononce sur la validité de cette sentence ou, à titre subsidiaire, qu'elle règle la question de la frontière terrestre entre les Parties.

26. Dans l'ordonnance du 1^{er} décembre 2023, la Cour a conclu sans aucune difficulté que le droit du Guyana à la souveraineté sur le territoire qui lui avait été attribué par la sentence arbitrale de 1899 était plausible :

« La Cour rappelle qu'elle a dit, dans son arrêt de 2020, qu'un différend existe entre les Parties au sujet de leur frontière terrestre. Elle observe en outre que le territoire qui constitue l'objet de ce différend a été attribué à la Guyane britannique dans la sentence de 1899 ... Pour ces raisons, la Cour considère que le droit du Guyana à la souveraineté sur le territoire en question est plausible. »²⁷

27. C'est très exactement pour les mêmes raisons que les droits dont le Guyana sollicite la protection dans la présente demande en indication de mesures conservatoires — en particulier son droit à la souveraineté sur le territoire qui lui a été attribué par la sentence de 1899 et que le Venezuela appelle « Guayana Esequiba » — sont manifestement plausibles.

28. En ce qui concerne le lien entre ces droits plausibles et les mesures conservatoires demandées par le Guyana, la Cour a relevé, dans l'ordonnance du 1^{er} décembre 2023, que l'une de ces mesures tendait à obtenir que le Venezuela n'entreprenne pas « d'actions visant à préparer ou à permettre l'exercice de sa souveraineté ou d'un contrôle *de facto* sur tout territoire attribué à la Guyane britannique dans la sentence arbitrale de 1899 ». La Cour a « consid[éré] que cette mesure

²⁶ Sentence arbitrale du 3 octobre 1899 (*Guyana c. Venezuela*), mesures conservatoires, ordonnance du 1^{er} décembre 2023, C.I.J. Recueil 2023 (II), p. 662, par. 18.

²⁷ *Ibid.*, p. 663, par. 23.

vis[ait] à protéger le droit du Guyana qu'elle a[vait] jugé plausible »²⁸. Elle a en conséquence « conclu[] qu'un lien exist[ait] entre le droit revendiqué par le Guyana qu'elle a[vait] jugé plausible » et cette mesure conservatoire²⁹.

29. Ce raisonnement s'applique de la même manière à la présente demande en indication de mesures conservatoires. Par cette demande, le Guyana cherche à empêcher le Venezuela d'entreprendre de nouveaux actes — soit la conduite d'élections dans la région guyanienne de l'Essequibo et la création d'organes exécutifs et législatifs dans ce territoire, ainsi que l'élection de représentants publics — qui seraient destinés à préparer et à permettre l'exercice de la souveraineté et d'un contrôle *de facto* du Venezuela sur le territoire du Guyana. Il existe par conséquent un lien clair entre les mesures conservatoires qu'il sollicite et les droits plausibles que ces mesures visent à protéger.

E. Risque de préjudice irréparable et urgence

30. Si le Venezuela conduit des activités électorales dans le territoire situé du côté guyanien de la ligne frontière établie par la sentence de 1899, cela causera un préjudice grave et irréparable au Guyana. La tenue d'élections est, pour un État, l'exercice de souveraineté par excellence. La conduite d'élections vénézuéliennes se rapportant à un territoire souverain du Guyana reviendrait pour le Venezuela à prétendre exercer des pouvoirs souverains que seul le Guyana est habilité à exercer dans ce territoire. De plus, les élections prévues visent précisément à faciliter l'établissement et le fonctionnement d'institutions législatives et exécutives vénézuéliennes, ainsi que leur compétence à l'égard de ce territoire, institutions dont l'objet même serait d'asseoir et de faire appliquer le contrôle permanent du Venezuela sur ledit territoire.

31. Dans son ordonnance du 1^{er} décembre 2023, la Cour a relevé que les responsables vénézuéliens avaient fait des « déclarations officielles [qui] donn[ai]ent à penser que le Venezuela pren[ait] des mesures en vue d'obtenir le contrôle du territoire litigieux et de l'administrer »³⁰. Elle a conclu ce qui suit :

« [E]u égard à l'état de vive tension qui caractérise aujourd'hui les relations entre les deux Parties, les circonstances décrites ci-dessus présentent un risque sérieux de voir le Venezuela acquérir et exercer le contrôle et l'administration du territoire en litige dans l'affaire. En conséquence, elle conclut qu'un préjudice irréparable risque d'être causé au droit revendiqué par le Guyana en la présente instance qu'elle a jugé plausible ... La Cour considère en outre que le fait que le Venezuela se soit dit prêt à prendre des mesures à l'égard du territoire en litige à tout moment après le référendum prévu le 3 décembre 2023 montre qu'il y a urgence, c'est-à-dire qu'il existe un risque réel et imminent qu'un préjudice irréparable soit causé au droit plausible du Guyana avant qu'elle ne rende sa décision définitive. »³¹

32. Ces observations s'appliquent *a fortiori* à la présente demande en indication de mesures conservatoires. En conséquence des actes rappelés ci-dessus, que le Venezuela a commis depuis le prononcé de l'ordonnance de la Cour en indication de mesures conservatoires, l'état de tension qui caractérise les relations entre les Parties est plus grave encore que lorsque cette ordonnance a été

²⁸ *Ibid.*, p. 664, par. 25.

²⁹ *Ibid.*, par. 26.

³⁰ *Ibid.*, p. 666, par. 36.

³¹ *Ibid.*, par. 37.

rendue, à la fin de l'année 2023. La création d'un « État de la Guayana Esequiba » à laquelle le Venezuela entend procéder et l'incorporation prévue de cet « État » dans son territoire prouvent tout à fait clairement que celui-ci a pour ambition d'annexer *de jure* l'intégralité de la région guyanienne de l'Essequibo, et d'en exercer le contrôle et l'administration comme s'il s'agissait de son propre territoire souverain. Les projets explicites du Venezuela s'agissant de la conduite d'élections imminentes dans « la Guayana Esequiba » — et le fait qu'il entend utiliser ces élections pour permettre la création d'organes législatif et exécutif vénézuéliens dans cette région — corroborent et confirment son objectif consistant à obtenir et à exercer le contrôle et l'administration de ce territoire.

33. La conduite d'élections vénézuéliennes dans la région guyanienne de l'Essequibo causerait un préjudice irrémédiable au Guyana. Si pareilles élections se tiennent, il existe un risque réel, même dans l'éventualité où la Cour rendrait par la suite un arrêt sur le fond reconnaissant la validité de la sentence de 1899 ou réglant d'une autre façon la question de la frontière terrestre entre les Parties en confirmant la souveraineté du Guyana sur la région de l'Essequibo, que le Venezuela refuse de revenir sur les mesures qu'il aura prises dans l'exercice prétendu de sa souveraineté sur ce territoire, et qu'il continue de contrôler et d'administrer celui-ci comme s'il s'agissait du sien propre. La présente espèce offre donc un exemple type de situation dans laquelle des mesures conservatoires sont requises en application de l'article 41 du Statut de la Cour afin de préserver des droits, en l'occurrence ceux du Guyana.

34. Les mesures conservatoires sollicitées sont requises de toute urgence. Les élections envisagées doivent avoir lieu le 25 mai 2025 et seront inmanquablement précédées de nombreux préparatifs, parmi lesquels des activités mises en œuvre dans l'Essequibo, qui auront une incidence sur la population guyanienne. Il est donc nécessaire, afin de préserver les droits du Guyana, que les mesures conservatoires soient indiquées par la Cour bien avant cette date. En conséquence, le Guyana demande respectueusement que des audiences sur sa demande soient programmées à la date la plus rapprochée possible, de sorte que les mesures conservatoires qui pourront être indiquées par la Cour soient prescrites avant qu'un préjudice grave et irrémédiable ne soit causé à ses droits.

F. Mesures demandées

35. Pour les raisons exposées ci-dessus, le Guyana prie la Cour d'indiquer les mesures conservatoires suivantes, destinées à rester en vigueur jusqu'au prononcé de l'arrêt qu'elle rendra au fond :

1. Le Venezuela doit s'abstenir de tenir la moindre élection dans ou concernant toute partie du territoire situé du côté guyanien de la ligne frontière, telle qu'établie par la sentence arbitrale de 1899, notamment en se livrant à l'un quelconque des actes suivants :
 - a) en prenant des mesures visant à étendre à toute personne vivant dans ce territoire le droit de vote à des élections vénézuéliennes ;
 - b) en distribuant des bulletins de vote, cartes d'électeur, matériels électoraux ou tous autres documents électoraux physiques ou électroniques auprès de la population de ce territoire ;
 - c) en présentant, nommant ou soutenant d'une autre manière des candidats en vue d'élections vénézuéliennes dans ce territoire ;
 - d) en établissant des bureaux de vote, centres de dépouillement ou bureaux électoraux dans ce territoire ;

- e) en prenant des mesures visant à établir tout bureau de gouverneur ou conseil législatif, et à élire ou désigner des députés et autres parlementaires ou des responsables gouvernementaux, en ce qui concerne toute partie de ce territoire ; et
 - f) en communiquant directement ou indirectement avec des résidents de ce territoire au sujet d'élections qu'il prévoirait de conduire.
2. Le Venezuela doit s'abstenir d'entreprendre toute action par laquelle il entendrait annexer *de jure* ou *de facto* tout territoire situé du côté guyanien de la ligne frontière établie par la sentence arbitrale de 1899, notamment en incorporant la « Guayana Esequiba » dans son territoire.
 3. Le Venezuela doit s'abstenir d'entreprendre toute action qui viserait à modifier la situation prévalant dans le territoire en litige, à savoir que celui-ci est administré et contrôlé par le Guyana.

Respectueusement soumis le 6 mars 2025.

L'agent de la République coopérative du Guyana,
(Signé) [Carl. B. GREENIDGE.]